

BIBLIOGRAPHIE

- BOUTILLIER (J.-L.), *La Moyenne Vallée du Sénégal*, Paris, 1960, P.U.F.
 FIELOUX (M.), *Migrations et irrigation dans un village du Damga*, 1980, Purdue University.
 O.M.V.S., *Le programme de l'O.M.V.S. : présentation, méthodes et moyens de mise en œuvre*, Dakar, 1976.
 SECK (S.-S.), *Expériences d'aménagements hydro-agricoles dans la Moyenne Vallée du Sénégal*, Dakar, 1978, O.R.S.T.O.M.
 WEIGEL (J.-Y.), *Mode de migration et système de production Soninké*, Dakar, 1979, O.R.S.T.O.M.

4. RAPPORT DES DÉBATS

Jean-Pierre CHAUCHEAU et Guy PONTIE

Nous avons essayé de faire un bilan des échanges qui se sont déroulés dans la commission consacrée aux « grands projets d'aménagement et de développement dans les domaines agricoles, forestiers, hydrauliques, miniers ou pastoraux » (qui n'ont pas tous été abordés cependant).

Ce bilan aura nécessairement un contenu subjectif, que nous espérons relativement limité.

Nous nous sommes référés, pour ce bilan, au rapport introductif et à sa problématique proposés à votre appréciation.

1) Apparemment, l'orientation proposée par le document sur l'analyse des discours, des représentations, des idéologies a trouvé assez peu d'écho dans les discussions.

2) Les débats sur des cas concrets ont cependant abouti à une approche du « foncier » tout à fait semblable à celle défendue par le rapport introductif : en se plaçant dans la perspective des grands projets d'aménagement, l'objet foncier perd son apparence de notion opératoire au profit de l'analyse des pratiques sociales et des rapports de force, tant au niveau national qu'à celui du capitalisme dominant.

3) Dans cet esprit, il nous semble pouvoir dégager cinq axes principaux de discussions qui n'ont pas été exempts de polémiques. Deux de ces axes répondent à ce que nous qualifierons un peu rapidement de préoccupations « techniques ». Ainsi, nous avons été en mesure de débattre des relations complexes entre :

- la structure sociale des formations « actionnées » (pour reprendre un vieux terme militaire colonial) par des organismes d'aménagement ;
- les mesures étatiques prises en matière foncière ;
- les problèmes et résultats des « opérations de développement ».

Il y a là, pensons-nous, un échange heureux de matériel comparatif, limité bien sûr mais les comparaisons de mêmes types d'opération menées

dans des pays différents ou dans un esprit différent se sont révélées fructueuses.

Le second axe « technique » des échanges regroupe les discussions sur l'attitude des « aménageurs » ou des « décideurs » à l'égard du foncier comme obstacle ou enjeu dans la réalisation de leurs objectifs. Il semblerait en réalité qu'« opération de développement » et « réforme foncière » ne vivent pas ensemble.

Le deuxième terme est impliqué très inégalement selon les types d'opération de développement, de sa non-considération totale à une situation de mesure-clé du projet. Mais ces opérations de développement, y compris quand elles utilisent un arsenal de mesures foncières ne tendent-elles pas, avant tout, à se soumettre le procès de production, le travail du paysan lui-même (quasi-salariat, producteur à domicile). Ce qui expliquerait qu'un aménagement foncier d'envergure puisse se passer de réforme ou même de réformation foncière, pour reprendre un terme du document introductif non utilisé dans les discussions.

Trois autres points de discussion introduisent les dimensions sociales et politiques au cœur des débats. Leur ardeur s'en est trouvée accrue, sans pouvoir cependant lever certaines hypothèques quant à la clarté de l'intercompréhension des intervenants, nous y reviendrons.

Le troisième centre de discussion a donc été, nous semble-t-il, consacré à la validité des critères de choix entre, grossièrement, développement endogène et à taille communautaire d'une part, grands projets de développement d'autre part. Le choix technologique, le type de culture concerné (vivrier/exportation), sont apparus comme des facteurs qui méritent attention. Mais l'avenir des populations concernées et la contradiction fréquente entre les objectifs « sociaux » et les objectifs « économiques » des projets ont davantage retenu l'attention des intervenants. N'est-il pas significatif, ainsi que le remarquait l'un d'entre eux, que ces opérations soient encore nommées « projets » longtemps après le début de leur réalisation ?

Aussi les débats ont-ils concerné également une question proche de la précédente, mais qui la précise quelque peu : la question de la « logique des développeurs », l'analyse des opérations de développement en tant qu'objet d'étude ayant une réalité institutionnelle autonome, traduisant aussi bien des collusions et des contraintes à l'échelle internationale que des groupes d'intérêts et des alliances de classe à l'échelle nationale.

Le poids des institutions, leur ancrage dans des rapports sociaux inégaux et souvent non réciproques, amènent à se persuader que la « sociologie du développement » doit intégrer la « sociologie des développeurs ».

Le dernier débat a porté sur le sentiment d'échec angoissé qu'inspire le bilan des grands projets de développement.

Partie du phénomène de prolétarianisation de la paysannerie, donc de ses manifestations foncières, la réflexion s'est située, avec les deux derniers thèmes, à un niveau très général, au point qu'elle couvrait quelquefois une polémique peut-être trop contenue pour aller au bout de ses implications intellectuelles.

Il semble en effet que, derrière le débat amorcé entre (dans le « développement » comme dans sa critique) « connaissance engagée » et « connaissance savante » se profilait un problème d'interprétation plus générale, tenant à la validité des concepts et de la démarche d'analyse. C'est là, à notre avis, que s'opère un renversement de la démarche proposée par le rapport introductif, bien que, répétons-le, l'approche de « l'objet foncier » en tant que tel ait

été identique : trop polymorphe et dilué dans l'ensemble des déterminations pour constituer un objet en soi.

Le renversement énoncé de la démarche consiste en ce que le rapport introductif partait précisément, pour aboutir à cette approche, d'une évaluation critique des concepts couramment utilisés (discours et pratiques des acteurs de l'appareil d'État). Il semble que les échanges au sein de la commission aient quelque peu buté sur « l'économie spontanée » de la clarification de ces concepts.

Cela tient à l'existence de deux « langages » — celui qui met au premier plan l'analyse de l'extraversion des interventions en milieu rural ; avec son corollaire implicite : la dénonciation de l'ethnocentrisme des approches et des concepts, celui qui part de la description de la logique instituée par les « développeurs » : dans ce cas, on recherche des concepts « opératoires », qui correspondent à la polarisation très localisée de rapports politiques, économiques et sociaux d'ampleur nationale et mondiale.

Ces deux « codes » trouvent rapidement leur limite d'intercompréhension lorsque l'on aborde le bilan des grands projets d'aménagement de l'espace foncier. Pourtant, s'il est exact que les concepts et les modes d'analyse ont une histoire, il est difficilement soutenable qu'un « bon » concept soit européen ou africain.

Mais comment administrer la preuve de la validité d'un concept ?

Il est prétentieux de vouloir répondre rapidement à cette question en matière de Sciences de l'Homme, surtout lorsqu'il s'agit d'opérations étatiques volontaristes, résultant d'une politique délibérée : l'état de fait dissimule une diversité de réponses paysannes établies selon une logique endogène qui n'est d'ailleurs pas forcément spécifique aux sociétés africaines.

Mais une clarification épistémologique des concepts exige qu'ils soient remis en situation historique. Il est significatif que deux notions proposées aux réflexions de ces journées d'études n'aient pas été utilisées ou très peu dans cette commission : la représentation autochtone de l'élément foncier et la rente foncière. Or ce sont les notions les plus impliquées par la critique de l'ethnocentrisme (cela jouant dans les deux sens : afrocentriste et euro-péocentriste). De même, alors que le contenu idéologique de la notion de « développement » est usuellement dévoilé, la notion d'opérations d'aménagement ne bénéficie pas du même recul historique. La recherche des antécédents et l'analyse de leurs résultats ont été assez absentes des discours. L'objet des interventions en milieu rural y était considéré essentiellement sous l'aspect de la conformité entre les objectifs intentionnels et théoriques que se donnent les décideurs et leurs résultats pratiques à court terme.

Il est certain que la réduction de l'ethnocentrisme doit passer par une mise en perspective historique du « matériel » que nous utilisons et donc des concepts spontanés qu'il véhicule : les outils opératoires et les concepts théoriques des « développeurs ».

En résumé, nous dirons que les débats ont enrichi le projet initial par la considération de thèmes à privilégier : une « sociologie des développeurs », le besoin d'établir un bilan historique des interventions en milieu rural, le besoin de recenser les critères réels de choix des décideurs en matière de type d'intervention, les implications des mesures foncières sur les procès de production et les mécanismes de soumission du producteur au système capitaliste de réalisation de la valeur.

Mais peut-être les débats de la commission auront-ils permis de toucher du doigt la nécessité de clarifier les méthodes d'évaluation des interventions étati-

ques, autrement que par la « rentabilité économique » ou l' « utilité sociale ». Pour dépasser l'ethnocentrisme, le populisme, le technocratisme et leurs pré-supposés, il nous semble que les débats nous invitent à une exploration épistémologique et donc historique du domaine que nous avons examiné.

5. SYNTHÈSE DES DÉBATS

Emmanuel GRÉGOIRE

Les trois interventions ont servi de point de départ et souvent de références aux discussions. Comme l'a noté Jean-Pierre Chauveau, rapporteur de la commission, quatre thèmes principaux ont été abordés :

- les relations entre les structures sociales des populations « actionnées », le cadre juridique existant en matière foncière et les problèmes et résultats des opérations de développement ;
- le « foncier » est-il un obstacle ou un enjeu dans la réalisation des objectifs des sociétés de développement ? ;
- les critères de choix dans la détermination de la taille des projets ;
- le « foncier » est-il un obstacle ou un enjeu dans la réalisation des objectifs des sociétés de développement ?

Les relations entre les structures sociales des populations « actionnées », le cadre juridique existant en matière foncière et les problèmes et résultats des opérations de développement

Les relations complexes entre ces trois facteurs ont été longuement étudiées au cours des exposés. Elles ont été reprises dans les débats avec les interventions d'Alfred Schwartz et de Jean-Louis Boutillier.

Pour Alfred Schwartz, l'aménagement de la région du Sud-Ouest de la Côte-d'Ivoire a eu des conséquences indéniables sur la structure sociale de la population locale : autrefois, explique-t-il, la société *Bakwe* avait des rapports très équilibrés avec l'espace et vivait en harmonie avec la forêt. Cet espace, bien que faiblement occupé, était entièrement approprié et la terre appartenait au patrilignage et ne pouvait pas être cédée à titre définitif.

L'exploitation de cette forêt, son défrichement « sauvage » et la mise en œuvre de projets agricoles ont entraîné l'afflux d'immigrants (surtout des *Baule*) qui se sont installés sur les nombreuses terres libres de cette région. Face à cette véritable « invasion » d'allochtones, les groupes *bakwe* n'ont pu réagir que de façon désordonnée et il s'est alors créé un mélange progressif de populations, une société nouvelle apparaissant dans laquelle « il n'y a plus vraiment ni de *Bakwe* ni de *Baule* ».

Au niveau foncier, la situation s'est également renversée aux dépens des *Bakwe* qui ont été dépossédés de leurs droits traditionnels sur les terres, par les immigrants qui les ont achetées petit à petit mais aussi par les sociétés



A 2626 ex. 2

F 2626 ex 2

études réunies et présentées par
E. LE BRIS, E. LE ROY et F. LEIMDORFER

ENJEUX FONCIERS EN AFRIQUE NOIRE



TABLE DES MATIÈRES

Préambule	5
Liste des membres du comité scientifique de préparation	8

PREMIÈRE PARTIE

LES ENJEUX INITIAUX

Critiquer et dépasser une image caricaturale de l'Afrique noire précoloniale

Introduction, par E. Le Roy	11
The initial stakes	13

CHAPITRE I

Rapport introductif aux journées d'études, par J.-P. Chauveau,
J.-P. Dozon, E. Le Bris, E. Le Roy, G. Salem, F.-G. Snyder.

1. L'émergence de l'objet foncier dans la littérature administrative et scientifique	17
2. L'actualité des problèmes fonciers en Afrique noire et les ques- tions qu'elle suggère	26

CHAPITRE II

Approches thématiques

1. Le statut du foncier dans l'analyse de l'économie de plantation au Ghana, par J.-P. Chauveau	45
2. Épistémologie du « foncier » dans le cadre des économies de plantation ivoiriennes, par J.-P. Dozon	56
3. Le statut du foncier dans les études de terroirs menées par les géographes en Afrique de l'Ouest, par E. Le Bris	61
4. Le régime foncier rural en Afrique noire, par C. Coquery-Vidrovitch	65
5. Une approche pragmatique des situations foncières, par Ph. Haeringer	84

CHAPITRE III

Première discussion générale sur le rapport introductif

1. Interventions	91
2. Débats	92

DEUXIÈME PARTIE

L'APPROFONDISSEMENT DES ENJEUX

La terre dans les discours, les pratiques et les représentations de l'Afrique contemporaine.

Introduction, par E. Le Roy	97
-----------------------------------	----

CHAPITRE IV

Représentations autochtones de l'espace

1. Représentations et organisations endogènes de l'espace chez les <i>Myene</i> du Gabon (Nkomi et Mpongwe), par P.-L. Agondjo-Okawe	101
2. Lectures de l'espace africain, par Betote Dika Akwa Nya Bonanbela	115
3. L'espace et l'organisation foncière toucouleur (Sénégal et Mauritanie), par M. Wane	118
4. Rapports des débats, par P.L. Agondjo-Okawe	120
5. Synthèse des débats, par E. Le Roy	122
6. L'accès à la terre chez les paysans basundi (région du Pool, Congo), par D. Desjeux	126

CHAPITRE V

La logique foncière de l'État depuis la colonisation

- | | |
|---|-----|
| 1. Le choix d'une problématique juridique, par R. Verdier..... | 133 |
| 2. L'expérience ivoirienne, par A. Ley..... | 135 |
| 3. L'expérience malienne, par A. Rochegude..... | 141 |
| 4. Rapport des débats, par A. Ley, A. Rochegude et R. Verdier.. | 148 |
| 5. Synthèse des débats, par E. Le Roy..... | 150 |

CHAPITRE VI

La rente foncière

- | | |
|---|-----|
| 1. Genèse de la rente foncière et du capitalisme agraire, par J. Charmes..... | 155 |
| 2. Rapport des débats, par F. Snyder..... | 163 |
| 3. Synthèse des débats, par E. Le Bris..... | 165 |

CHAPITRE VII

Agro-pastoralisme

- | | |
|---|-----|
| 1. Le processus juridique, les droits fonciers et l'aménagement de l'environnement dans un canton hausaphone du Niger, par J.-T. Thompson..... | 169 |
| 2. Les Leyde du Delta central du Niger : tenure traditionnelle ou exemple d'un aménagement de territoire classique, par S. Cissé | 178 |
| 3. Rapport des débats, par E. Grégoire..... | 189 |
| 4. Synthèse des débats, par E. Grégoire..... | 192 |
| 5. Évolution du régime foncier dans une société d'éleveurs nomades. Le cas des Twaregs Kel dinnik dans la région de Tahoua (Niger), par G. Lainé..... | 195 |
| 6. Un système de production agro-pastoral en crise : le terroir de Gourjae (Niger), par E. Grégoire..... | 202 |
| 7. Pastoralisme, agro-pastoralisme et organisation foncière : le cas des Peuls, par D. Kintz..... | 212 |

CHAPITRE VIII

La mise en place des réformes agrofoncières

- | | |
|--|-----|
| 1. Réflexions sur la réforme foncière sénégalaise de 1964, par M. Niang..... | 219 |
| 2. Le projet de la mise en valeur de la vallée de Baila en Basse-Casamance (Sénégal), par M. Diao..... | 228 |
| 3. La réforme agrofoncière au Togo, par K. Koffigoh..... | 240 |
| 4. La réforme agrofoncière et droit coutumier au Togo, par M. Foli..... | 253 |
| 5. Rapport des débats, par M. Foli..... | 263 |

6. Synthèse des débats, par E. Le Roy	264
7. Droit d'usage et propriété privée, par J.-M. Gastellu	269

CHAPITRE IX

Les grands projets d'aménagement et de développement dans les domaines agricoles, forestiers, hydrauliques, miniers ou pastoraux.

1. Transformations « dirigées » de l'espace agraire et réponses paysannes à la périphérie des lacs volta (Ghana) et kossou (Côte-d'Ivoire), par V. Lassailly-Jacob	281
2. Grands projets de développement et pratique foncière en Côte d'Ivoire. L'exemple de l'opération San Pedro, par A. Schwartz	293
3. L'aménagement du fleuve Sénégal et ses implications foncières, par J.-L. Boutillier	301
4. Rapport des débats, par J.-P. Chauveau et G. Pontié	308
5. Synthèse des débats, par E. Grégoire	311
6. Organisation foncière et opération de développement. Le cas soninke du Sénégal, par J.-Y. Weigel	315

CHAPITRE X

Politique foncière de l'État dans l'aménagement urbain

1. Mimétisme et droit de la planification urbaine en Afrique noire, par M. Prouzet	325
2. Objet d'une recherche sur les politiques foncières de l'État dans l'aménagement urbain, par A. Durand-Lasserve et J.-F. Tribillon	330
3. Rapport des débats, par A. Durand-Lasserve, M. Prouzet et J.-F. Tribillon	334
4. Synthèse des débats, par E. Le Bris	336

CHAPITRE XI

Stratégies « privées » d'occupation de l'espace en milieu urbain et péri-urbain

1. Stratégies populaires pour l'accès au sol dans la ville africaine, par Ph. Haeringer	341
2. Stratégie spatiale et stratégie familiale : la volonté de maintien en centre ville (exemple dakarais), par G. Salem	360
3. Rapport des débats, par E. Le Bris	370
4. Synthèse des débats, par E. Le Roy	372

TROISIÈME PARTIE

LES NOUVEAUX ENJEUX

Quels seront les rapports sociaux impliqués par l'espace à l'horizon de l'an 2000 ?

Introduction, par E. Le Roy 379

CHAPITRE XII

Discussion générale et bilan

1. Synthèse du débat de clôture, par E. Le Bris 381
 2. Bilan des journées d'études, par E. Le Bris et E. Le Roy 382

CHAPITRE XIII

La question foncière en Afrique noire

- Comment la « question foncière » est-elle abordée dans les discours sur l'Afrique noire à l'époque contemporaine ? 391
 — Le rôle central de l'État africain dans l'évolution contemporaine de la « question foncière » 392
 — Les enjeux de la « question foncière » à l'horizon de l'an 2000 395

ANNEXES

1. Liste des participants aux « Journées d'études sur les problèmes fonciers », Paris, 22-25 septembre 1980 401
 2. Liste des organismes et des sigles 405
 3. Index des noms de groupes et de lieux 407
 4. Index des concepts 413
 5. Liste des cartes et des figures 420

ÉDITIONS KARTHALA

Collection MÉRIDIDIENS

Christian RUDEL, *Guatemala, terrorisme d'État.*
Bernard JOINET, *Tanzanie, manger d'abord.*
Philippe LEYMARIE, *Océan Indien, le nouveau cœur du monde.*
André LAUDOUEZE, *Djibouti, nation-carrefour.*
Bernard LEHEMBRE, *L'Île Maurice.*

Collection LES AFRIQUES

Essedine MESTIRI, *Les Cubains et l'Afrique.*
I. MBAYE DIENG et J. BUGNICOURT, *Touristes-rois en Afrique.*
Carlos MOORE, *Fela Fela, cette putain de vie.*
Bernard LANNE, *Tchad-Libye : la querelle des frontières.*
J.S. WHITAKER, *Les États-Unis et l'Afrique : les intérêts en jeu.*
Abdou TOURÉ, *La civilisation quotidienne en Côte-d'Ivoire. Procès d'occidentalisation.*
G.R.A.A.P., *Paroles de brousse : Des villageois africains racontent.*
Jean-Marc ELA, *L'Afrique des villages.*
Guy BELLONCLE, *La question paysanne en Afrique noire.*
Collectif, *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique sahélienne.*

Collection HOMMES ET SOCIÉTÉS

1. *Sciences politiques et économiques*

Abdoulaye Bara DIOP, *La société wolof.*
J.F. MEDARD, Y.A. FAURE et al., *État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire.*
Guy ROCHETEAU, *Pouvoir financier et indépendance économique en Afrique : le cas du Sénégal.* En coédition avec l'ORSTOM.
Collectif, *Enjeux fonciers en Afrique noire.* En coédition avec l'ORSTOM.

2. Histoire et Anthropologie

- Joseph AMBOUROUE-AVARO, *Un peuple gabonais à l'aube de la colonisation. Le bas Ogové au XIX^e siècle*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Collectif, *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs*. En coédition avec le Centre de Civilisation Burundaise.
- François GAULME, *Le pays de Cama. Un ancien État côtier du Gabon et ses origines*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Antoine GISLER, *L'esclavage aux Antilles françaises (XVII^e-XIX^e siècles)*.
- Juliette BESSIS, *La Méditerranée fasciste, l'Italie mussolinienne et la Tunisie*. En coédition avec les Publications de la Sorbonne.
- Yoro FALL, *L'Afrique à la naissance de la cartographie moderne (XIV^e-XV^e siècle)*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Zakari DRAMANI ISSIFOU, *L'Afrique dans les relations internationales au XVI^e siècle*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Louis NGONGO, *Histoire des Forces religieuses au Cameroun (1916-1955)*.
- Françoise RAISON (Et. réunies par), *Les souverains malgaches. Constructions monarchiques et réappropriations populaires*.
- Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, *Du Ohabolana au Hainteny : langue, littérature et politique à Madagascar*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.

3. Langues et cultures

- Pierre DUMONT, *Le français et les langues africaines au Sénégal*. En coédition avec l'A.C.C.T.
- Philippe NTAHOMBAYE, *Des noms et des hommes. Aspects psychologiques et sociologiques du nom au Burundi*.

Collection RELIRE

- Eugène MAGE, *Voyage au Soudan occidental (1863-1866)*. Introduction d'Yves Person.
- David LIVINGSTONE, *Explorations dans l'Afrique australe et dans le Bassin du Zambèse (1840-1864)*. Introduction d'Elikia M'Bokolo.
- Ida PFEIFFER, *Voyage à Madagascar (1856)*. Introduction de Faranirina Esoavelomandroso.
- Victor SCHOELCHER, *Vie de Toussaint Louverture*. Introduction de J. Adélaïde-Merlande.

Collection LETTRES DU SUD

- Yodi KARONE, *Le bal des caïmans*.

Max JEANNE, *La chasse au racoon*.
Merle HODGE, *Crick crack monkey*.
Gérard CORPATAUX, *Voyage sans retour*.
Joël LUGUERN, *Les parasols de Danang*.
José LOUZEIRO, *Pixote ou la loi du plus faible*.

Collection DE CONTES

Gabriel MFOMO, *Soirées au village* (Cameroun).
Jacques PUCHEU, *Contes haoussa du Niger*.
Gabriel MFOMO, *Les initiés* (Cameroun).
Henri TOURNEUX, *Les nuits de Zanzibar* (contes swahili).
Marie-Paule FERRY, *Les dits de la nuit* (contes tenda du Sénégal).

Collection SARABANDE (livres pour enfants)

Chouka la mangouste antillaise (texte de Maryse Cériote et dessins de Bordeclerc).
Marcy DANS LEE, *Ibon, l'oiseau des Philippines*.

HORS COLLECTION

A.C.C.T./D.N.A.F.L.A., *Initiation à la linguistique africaine par les langues du Mali*.
ANSELIN (Alain), *La question peule et l'histoire des Égyptes ouest-africaines*.
MICHEL (Andrée) et Coll., *Femmes et multinationales*.
Collectif, *Culture et politique en Guadeloupe et Martinique*. En coédition avec le journal *Alizés*.
Collectif, *Études africaines en Europe*; Bilan et inventaire (2 tomes).
ZHEGIDOUR (Slimane), *La poésie arabe moderne entre l'islam et l'occident*.

POLITIQUE AFRICAINE (revue trimestrielle)

1. *La politique en Afrique noire : le haut et le bas*.
2. *L'Afrique dans le système international*.
3. *Tensions et ruptures politiques en Afrique noire*.
4. *La question islamique en Afrique noire*.
5. *La France en Afrique*.

6. *Le pouvoir d'être riche.*
7. *Le pouvoir de tuer.*
8. *Discours populistes, mouvements populaires.*

(Pour plus de précisions sur ces titres, demandez le catalogue complet des éditions Karthala : 22-24, bd Arago, 75013 Paris.)